

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024-2025



TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES	3
REMERCIEMENTS.....	4
CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	4
ÉQUIPE DU CISO.....	4
MOT DE LA PRÉSIDENTE.....	4
ÉDUCATION.....	6
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	11
PLAIDOYER	15
COMMUNICATIONS	17
ALLIANCES.....	20
INFRASTRUCTURES.....	22
ÉQUIPE DU CISO.....	22
COMITÉ ÉDUCATION.....	23
COMITÉ 50e DU CISO	23
ÉCORESPONSABILITÉ	23

LISTE DES ACRONYMES

ACTES-CSQ	Actions collectives en transition environnementale et sociale
AFPC	Alliance de la fonction publique du Canada
AGA	Assemblée générale annuelle
PTS	Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux
AQOC	Association québécoise des organismes de coopération internationale
AREQ-CSQ	Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec-CSQ
BDS	Boycott, désinvestissement, sanction
CMM-CSN	Conseil central du Montréal métropolitain-CSN
CCSNO-CSN	Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais-CSN
CDPQ	Caisse de dépôt et placement du Québec
CDHAL	Comité pour les droits humains en Amérique latine
CPH	Concertation pour Haïti
FIQ	Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec
CQMMF	Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes
CTC	Congrès du travail du Canada
CUT	Centrale unitaire des travailleurs
CRFTQ MM	Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
FAT	Frente Auténtico del Trabajo

FNEEQ	Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
JQSI	Journées québécoises de solidarité internationale
MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
PASC	Projet accompagnement solidarité Colombie
QSF	Québec sans Frontières
NUPGE	National Union of Public and General Employees
OSSTF	Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
RCRCE	Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises
RRSE	Réseau pour la responsabilité sociale des entreprises
SCC-CSQ	Syndicat des conseillères et conseillers-CSQ
SCFP-Québec	Syndicat canadien de la fonction publique-Québec
SEJAT	Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue
SITSBM	Syndicat des infirmières, techniciens et travailleurs sociaux du Bas-Saint-Laurent
SEPB-574	Syndicat professionnel du Québec, section locale 574 (FTQ)
SLAM	Solidarité Laurentides Amérique centrale
SQEEs	Syndicat québécois des employées et employés de service
STT-CSN	Syndicat des travailleurs et travailleuses-CSN
TUAC	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce

REMERCIEMENTS

L'action du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) est rendue possible grâce à l'appui de plusieurs organisations membres, de collaboratrices et collaborateurs ainsi que de plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration, la coordonnatrice et l'équipe du CISO les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année. Nous remercions également le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF) et son équipe pour sa collaboration et sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité internationale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Chantal Ide, CCMM-CSN, présidente
Matthieu Pellard, CSQ, vice-président
Florianne Bonneville, FIQ, trésorière
Djamila Mones, FTQ, secrétaire

ADMINISTRATRICES, ADMINISTRATEURS :

Françoise Ramel, FIQ
Katia Lelièvre, CSN
Marie-Hélène Arruda, APTS
Marie-Sophie Villeneuve, SCC-CSQ
Christine Gauthier, FNEEQ-CSN
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos FTQ
Vincent Leclair, CRFTQMM
Alain Sévigny, Unifor Québec 8284 FTQ
Alfonso Ibarra Raminez, CCSNO-CSN
Richard Delisle, SCFP-Québec FTQ
Philippe Morin, STT-CSN
Stéphane Doucet, Association des travailleurs grecs du Québec
Denise Gagnon, membre individuelle

ÉQUIPE DU CISO

- Amélie Nguyen, coordonnatrice
- Marie Paradis, chargée de projets
- Félix Beauchemin, chargé de l'éducation (à partir de février 2025)
- Valérie Babin, appui à l'éducation (août 2024)
- Liên-Hoa Vertu Tran, chargée des communications (jusqu'à juin 2024)
- Maïka Desjardins, chargée des communications (à partir de mai 2024)
- Aurélie Donais, appui à l'archivage
- Sékou Diallo, comptabilité
- Jeannette Thiffault, appui comptable

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Quelle année pour le CISO !

Après la pause causée par la pandémie, un nouveau groupe de syndicalistes a pu participer à une délégation de solidarité ouvrière en Colombie. Les membres de la délégation ont pu bénéficier de l'expertise de nos partenaires locaux et rencontrer des militantes et militants qui œuvrent dans des conditions très différentes des nôtres. Cette dernière délégation a été coorganisée par le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) qui a partagé sa connaissance du terrain pour offrir à nos militant·e·s syndicaux une expérience mobilisante et bouleversante.

Les délégations intersyndicales du CISO, c'est une tradition importante dans notre façon de faire et de démontrer ce qu'est la solidarité ouvrière et comment elle peut se manifester internationalement. Celles et ceux qui ont la chance d'y participer reviennent changé·e·s et deviennent souvent les meilleurs ambassadrices et ambassadeurs du CISO.

Évidemment, nous sommes maintenant en plein dans l'année du 50e. Les festivités ont débuté par le vernissage d'une exposition à l'Écomusée du Fier Monde. Sous le thème « un monde de solidarités, 50 ans de luttes ouvrières internationales », l'exposition retrace nos 50 ans d'histoire au travers de photos choisies avec soin par Geneviève Dorais et Sandrine Labelle, du département d'histoire de l'UQAM.

L'exposition, ce n'est que le début : en décembre prochain se tiendra une journée complète de réflexion et de partage. Ce sera le moment idéal pour préparer nos 50 prochaines années et s'armer des outils pour faire face à la montée de la droite.

Le travail d'éducation politique que fait le CISO est le cœur de nos actions et de nos interventions. À cet effet, une nouvelle bande dessinée est en développement. Celle-ci traitera de l'envahissement des technologies numériques, notamment de l'intelligence artificielle, dans nos vies et de leurs impacts à travers le monde.

Le génocide en Palestine est un exemple flagrant des dérives autoritaires et militaristes de plusieurs pays du Nord Global. Le CISO a un rôle essentiel à jouer pour sensibiliser et informer adéquatement nos membres sur les tenants et aboutissants de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid en Palestine.

En effet, avec la montée de la droite, voire de l'extrême droite dans certains pays, le rôle d'une organisation comme le CISO est encore plus important que par le passé. Nous sommes quasi uniques au monde. Notre approche intersyndicale avec une réelle volonté de toujours travailler dans la solidarité peut faire la différence. Par la nature même du CISO, nous avons des accès privilégiés aux travailleuses et travailleurs d'un peu partout dans le monde. La mise en commun des expériences des

syndicats et groupes de défense qui sont nos alliés nous permet une vision sans cesse renouvelée de nos propres luttes.

Dans le contexte politique actuel, nous avons beaucoup de défis à relever. Le capitalisme engendre des inégalités, des guerres, des discriminations, des oppressions. L'exploitation éhontée des ressources naturelles détruit notre planète, tue des peuples et exploite la force de travail de la classe ouvrière. Les syndicats, les organismes communautaires et les militant·e·s membres du CISO ont un rôle important à jouer. Bien entendu, tout ça ne fonctionne qu'avec notre extraordinaire équipe de travail. À toute l'équipe du CISO, veuillez accepter notre reconnaissance pour votre incroyable travail !

Pour les 3 années à venir, nous avons de plus la chance de bénéficier de l'appui à la mission du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, que nous remercions pour sa confiance. Il s'agit d'un atout essentiel.

Pour l'année qui vient, souhaitons-nous plus de membres, plus de solidarité, plus de justice !

- **Chantal Ide, présidente du CISO**

ÉDUCATION

L'éducation est le mandat principal du CISO puisqu'elle permet de renforcer la solidarité ouvrière grâce au développement d'une conscience collective des systèmes oppressifs mondiaux menant aux violations des droits des travailleur·euse·s.

Cette année, le CISO a poursuivi sa mission éducative en consolidant et en mettant en valeur les outils développés au cours des dernières années, comme l'exposition sur les récupérateur·trice·s de déchets et la bande dessinée sur l'industrie textile et les outils d'éducation connexes. Parallèlement, l'équipe a amorcé la création de nouveaux outils pour les années à venir et a mené ses activités éducatives habituelles : conférences, ateliers, formations, animations, mobilisations et kiosques. L'ensemble de ces actions est guidé par une volonté de faire rayonner les valeurs de la transition juste, qui favorise la justice sociale et la justice écologique, dans l'optique d'une meilleure défense des droits de *toutes* les travailleur·euse·s. L'un des axes transversaux importants de cette approche est de favoriser l'imputabilité des compagnies transnationales.

Les diverses activités d'éducation à la solidarité internationale du CISO ont connu un léger ralentissement cette année, ce qui est attribuable à trois facteurs : le début d'une nouvelle programmation auprès du MRIF et l'octroi des fonds à l'automne, la participation à un plus grand nombre de petits événements, ainsi que la phase initiale de création de nouveaux outils d'éducation. Près de 2500 personnes ont tout de même été rejointes lors d'activités publiques en présence.

Dans l'ensemble, ces activités ont permis de maintenir des rapports réguliers avec les membres actuels du CISO, d'ouvrir la porte à de nouveaux membres et de renforcer des collaborations avec plusieurs organismes québécois militant également pour que les

droits humains et environnementaux soient respectés à travers le monde.

Les activités d'éducation du CISO bénéficient du financement de ses membres, du MRIF, d'ECO Canada et de la Fondation Léo-Cormier. Nous les remercions grandement de leur appui important.

ARCHIVAGE DES DOCUMENTS DU CISO

À l'occasion du 50e anniversaire du CISO, nous avons procédé à l'archivage et à la numérisation de plusieurs documents et photos des 50 dernières années du CISO. Ces documents nous permettent de mieux comprendre l'histoire de l'organisation à travers les luttes politiques et syndicales, les délégations et stages solidaires et les moments forts de l'actualité.

Près de soixante éditions de la revue *Solidarité* (1976-2005), le bulletin d'information internationale du CISO pour les travailleur·euse·s, ont été numérisées pour le site Web, ainsi que 12 éditions du bulletin *Panorama international* (1976-1981), une revue de presse historiquement destinée aux militant·e·s du CISO.



Archive de la revue *Solidarité*, vol. 13, no 1 (avril 1991). Source : CISO.

Nous remercions grandement le Service aux collectivités de l'UQAM et Aurélie Donais pour leur appui à cette tâche importante et nécessaire.

EXPOSITION «DU MEXIQUE AU QUÉBEC : RÉCUPÉRER POUR LA PLANÈTE ET LE BIEN COMMUN»

Alors que nous plaçons pour une transition juste, l'exposition « Du Mexique au Québec : récupérer pour la planète et le bien commun » met la lumière sur les services inestimables que les deux organisations et leurs membres – la Coopérative de solidarité les Valoristes et l'*Unión de Trabajadores de Desechos Sólidos Industrializables* « *Lázaro Cárdenas del Río* » – rendent à l'environnement et à nos sociétés en détournant des centaines de milliers de tonnes de matières recyclables des lieux d'élimination. Cette exposition photographique résulte de la participation de Benoit Taillefer, du CCMM-CSN, de la délégation intersyndicale du CISO au Mexique en 2020. Il avait alors pris des photographies des *pepenadores* (recycleur·euse·s de déchets) pour documenter les observations de la délégation et a ensuite poursuivi ce travail auprès des Valoristes au retour.

Une réflexion s'impose, en observant les différents portraits des valoristes et des *pepenadores*, sur la logique d'un système économique qui favorise la surproduction et l'hyperconsommation et qui génère des quantités astronomiques de déchets, tout en maintenant des acteurs environnementaux essentiels dans la marge.

L'exposition en format extérieur est toujours exposée au nord de la place Émilie-Gamelin (Montréal, Berri-UQAM), et ce depuis le 2 juin 2023.

Depuis ce temps, l'exposition en format ambulant a permis de rejoindre des publics à l'extérieur de Montréal et d'aller à la rencontre des membres. Au cours de la dernière année,

l'exposition a été transportée vers le congrès du CCMM-CSN, le congrès des SQUEES-298 (FTQ), les conseils généraux de la CSQ, au camp des jeunes de la FTQ, ainsi qu'au Conseil québécois d'Unifor.



Exposition sur les récupérateur·trice·s, juin 2025.
Source : site Web du CISO.

Pour pérenniser l'accès à cet outil d'éducation, l'exposition est désormais disponible sur le site web du CISO en format numérique.

POURSUITE DE LA DIFFUSION DE LA BANDE DESSINÉE SUR LE TEXTILE

La bande dessinée « Les dessous du textile : le vrai prix de nos jeans » cocrée par l'équipe du CISO, son comité d'éducation et la bédéiste Chlouloula, est parue au mois de novembre 2022. Cet outil d'éducation permet de vulgariser et de rendre accessibles à un large public les différents aspects de la mondialisation de l'industrie textile et les conséquences sur les droits des travailleuses du textile du Québec, du Mexique et du Bangladesh et sur l'environnement. Découlant de la bande dessinée, un jeu-questionnaire a notamment été conçu pour soutenir le personnel enseignant dans ses activités d'éducation sur le secteur textile.

Cette année, le CISO a continué sa mission de diffusion de la bande dessinée et des outils éducatifs connexes. D'une part, l'œuvre a été distribuée lors de participations du CISO à différents événements de ses membres, notamment lors de congrès syndicaux, de rencontres de comités et d'événements de solidarité internationale. D'autre part, le CISO a pris contacts avec différentes organisations

sans but lucratif et maisons des jeunes afin de leur distribuer des copies ou de leur suggérer de visualiser la version numérique.

En plus, dans le but de pousser plus loin la réflexion sur l'industrie du textile, différentes formations et animations de quiz ont été effectuées par l'équipe du CISO au courant de l'année.

Le CISO semble avoir répondu à un besoin de documentation en français sur le secteur du textile pour les acteurs intéressés à éduquer sur ce sujet.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Comme chaque année, le CISO a contribué à l'organisation des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), l'un des événements phares de l'AQOCI. Nous avons participé aux activités de coordination nationales des JQSI en plus d'organiser un événement en lien avec la thématique annuelle : la démocratie et la participation citoyenne.

Compte tenu du succès des activités de l'année dernière, le CISO a renouvelé sa collaboration avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM) et Développement et Paix pour organiser le panel « Lutttes d'ici et d'ailleurs : mobilisations pour les droits et les territoires ». Celui-ci a eu lieu le 19 novembre 2024 et a accueilli six panélistes du Honduras, du Chiapas (Mexique), du Guatemala, et du Québec. Ils et elles ont pu expliquer leurs luttes pour la justice et la démocratie dans des contextes complexes qui mettent en péril leur sécurité et celle de leurs familles.



Affiche du panel Lutttes d'ici et d'ailleurs : Mobilisations pour les droits et les territoires.
Source : Maïka Desjardins et Virginie Moncion.

Cette collaboration, répétée dans le cadre de la Semaine du développement international (SDI), a permis la mutation du panel des JQSI en format balado qui est disponible sur Sound Cloud et YouTube.

RECHERCHE ET PRÉPARATION D'UNE NOUVELLE BANDE DESSINÉE SUR L'INDUSTRIE DU NUMÉRIQUE

À la suite du succès de la bande dessinée sur les dessous de l'industrie du textile, le CISO a entrepris des démarches pour la création d'une nouvelle bande dessinée. Cette fois-ci, il fut décidé de porter un œil critique sur l'industrie du numérique et de l'électronique, plus spécifiquement sur ses impacts sociaux et environnementaux dans une perspective de transition juste. Celle-ci, destinée aux adolescent·e·s et jeunes adultes (à partir de 14 ans), est importante considérant la prépondérance de cette industrie dans nos vies, et encore plus dans la vie des jeunes étudiant·e·s. En tentant de mettre en lumière les aspects nuisibles invisibles, mais si importants, qui se cachent derrière la production d'appareils électroniques et d'outils d'intelligence artificielle, nous espérons conscientiser sur la consommation et l'utilisation abusive de ces appareils, ainsi que

l'omniprésence des entreprises GAFAM (Google, Apple, Facebook (maintenant Meta), Amazon et Microsoft), qui profitent à la fois de l'exploitation des travailleur·euse·s, des consommateur·trice·s et de l'environnement.

Afin de mettre en œuvre le projet, l'équipe du CISO a d'abord entrepris la création d'un vaste dossier de recherche sur l'industrie du numérique. Ce dossier servira de base au matériel éducatif produit par le CISO au cours des prochaines années.

La bande dessinée, quant à elle, est en cours de production grâce au travail important du bédéiste François Samson-Dunlop. Nous visons une première publication entre octobre et novembre 2025.

La bande dessinée sera accompagnée d'une série de matériels éducatifs pertinents : un cahier pédagogique pour les enseignant·e·s contenant des exercices et pistes de réflexion, une brochure militante pour synthétiser le contenu de l'œuvre, cinq fiches éducatives destinées à pousser les sujets plus loin, ainsi qu'un quiz « Avez-vous bien lu ? » décliné en différents formats ludiques.

D'autres activités visant à faire connaître les conclusions de la délégation intersyndicale en Colombie sont prévues au courant de l'année prochaine. Le groupe et le CISO demeureront solidaires des organisations rencontrées dans le contexte d'une violence en forte hausse, notamment pour les défenseur·euse·s des territoires.

AUTRES ACTIVITÉS D'ÉDUCATION

- Le 11 avril 2024, le CISO a effectué une présentation à la formation du mouvement ACTES (CSQ)
- Le 15 mai 2024, le CISO a co-organisé le webinaire « Institutions, investissements et droits humains palestiniens » avec le

Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE).

- Les 17 et 21 juin 2024, le CISO a participé à l'organisation d'une conférence de Bernardine Jeudy de l'organisation SOFA à Haïti.
- Le 26 septembre 2024, le CISO a animé un atelier sur l'industrie du textile lors du camp des jeunes de la FTQ.
- Le 28 septembre 2024, le CISO a donné une présentation lors des journées d'Alternatives sur le contexte de la solidarité internationale.
- Le 4 et 5 octobre 2024, en collaboration avec le PASC, le CISO a donné une formation sur la situation en Colombie.
- Le 13 novembre 2024, la coordonnatrice du CISO a participé au panel intersectoriel « Coopération et conflits : la géopolitique des changements climatiques » dans le cadre de la 4e édition des Dialogues pour le climat.
- Le 17 novembre 2024, le CISO a appuyé l'organisation de la conférence « *Retorno Y Vida* : Conférence-échange avec des juristes colombiens » lors des JQSI.
- Le 20 novembre 2024, la coordonnatrice du CISO a donné une présentation lors du Panel-discussion « Luites syndicales et anticapitalisme » organisé par le CCMM-CSN.
- Un segment de la capsule hebdomadaire *#ActualidadCUT* a été publié par la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) le 7 décembre 2024. L'émission complète a été diffusée sur la chaîne Canal Capital de la région de Bogota.

- Le 6 mars 2025, le CISO a fait une présentation et co-organisé une conférence de Yolanda Becera Vega de l'*Organizacion femenina popular* pour la Journée internationale des droits des femmes avec l'AFPC et le PASC.
- Les 17 et 18 mars 2025, le CISO a coanimé le lancement de la campagne « Sortons la Caisse des crimes en Palestine ».
- Le 30 mars 2025, le CISO a appuyé la traduction vers le français d'un webinaire pour le jour de la Terre palestinien, organisé par Travailleuses et travailleurs pour la Palestine.
- Le 27 mai 2025, le CISO a donné une formation d'une demi-journée sur la solidarité internationale et présenté le quiz sur les impacts humains et environnementaux de l'industrie du textile lors du Collège FTQ-Fonds, une initiative de formation pour leaders syndicaux.
- Le 30 mai 2025, le CISO a participé au panel « La transition juste et les paradoxes du capitalisme vert : extractivisme, *company town* et la perspective d'une solidarité transnationale Nord global-Sud global dans le secteur minier » dans le cadre de la conférence « La Grande Transition ».
- Le 30 mai 2025, le CISO a participé à la discussion « Consolider le mouvement BDS au Québec » dans le cadre de la conférence « La Grande Transition ».
- Le CISO a publié plusieurs articles dans différents médias. *Ceux-ci sont compilés dans la section Communication du présent rapport.*
- Le CISO a présenté un kiosque d'information lors des événements suivants : Conseil québécois d'Unifor (Montréal, 24-25 avril 2024), Conseil général de la CSQ (Saint-Hyacinthe, 17 mai 2024), Congrès de la CSQ (Québec, 26-28 juin 2024), Congrès du CCMM-CSN (Montréal, 6 mai 2025), Congrès du SQEES-298 (FTQ) (Saint-Hyacinthe, 15 mai 2025) et Conseil général de la CSQ (Saint-Sauveur, 28 mai 2025).



Le CISO au Conseil québécois d'Unifor, Montréal, avril 2024. Source : Liên-Hoa Vertu Tran.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

MEXIQUE

En partenariat avec des organisations de défense des droits des travailleur·euse·s, dont son partenaire principal et historique le *Frente Auténtico del Trabajo* (FAT), le CISO articule sa programmation de solidarité au Mexique autour de trois axes complémentaires :

- L'organisation collective et la défense des droits des travailleur·euse·s en situation de précarité et de marginalisation, dont entre autres les récupérateur·trice·s de déchets, en vue d'une transition écologique juste et inclusive ;
- L'appui au développement d'alternatives d'économie solidaire et coopérative pour ces travailleur·euse·s, leur permettant d'accéder à une meilleure sécurité matérielle, à des conditions de travail dignes et aux protections sociales ;
- La promotion et l'éducation sur les droits à l'organisation syndicale et à la négociation collective, notamment dans le cadre de la réforme du droit du travail et compte tenu des avancées importantes que cette réforme permet à ces niveaux et à celui des droits des femmes travailleuses.

Cette programmation permet également d'alimenter le travail d'éducation du CISO. Le renouvellement pour quatre ans du financement à la mission obtenue à l'automne 2024 auprès du MRIF via le programme Québec Sans Frontières (QSF) va permettre la poursuite et l'élargissement de ces activités, dont l'appui à l'établissement et au renforcement de nouvelles initiatives d'économie sociale, de même que le renforcement institutionnel de l'ensemble du secteur de l'économie solidaire et coopérative du FAT.



Ateliers sur le recyclage et le compostage auprès des enfants et des jeunes, San Pablo Coapan, Mexique, août 2024.

Notamment, au cours de l'année 2024-2025, le projet mené en partenariat avec le FAT a permis de rejoindre plusieurs nouveaux groupements de travailleur·euse·s de l'économie informelle des états de Durango, Puebla, Tlaxcala et Guanajuato et de démarrer des activités de formation en vue de jeter les bases d'initiatives d'économie solidaire viables.



Atelier sur l'approche « zéro déchets » en lien avec le programme d'appui aux travailleur·euse·s du recyclage informel.

Il a également permis de poursuivre les activités de renforcement des coopératives existantes (travail amorcé depuis 2018 dans plusieurs états du pays) et de contribuer à la création d'un réseau mexicain des

organisations de travailleur·euse·s du recyclage informel, membre de l'Alliance internationale des récupérateurs. Une première rencontre nationale de ce réseau mexicain a eu lieu en octobre 2024 et trois femmes leaders des coopératives établies dans le cadre du programme FAT-CISO ont été élues à des postes de son conseil d'administration. Le réseau a également amorcé un dialogue avec les autorités gouvernementales afin de faire valoir les droits de ces travailleur·euse·s, avec une rencontre avec la Chambre des députés en mars 2025 et la publication d'une plateforme de revendications.

Par ailleurs, dans le cadre d'une coalition avec le Fonds humanitaire des Métallos, l'AFPC, le SCFP et le Congrès du travail du Canada, le CISO a poursuivi son appui à la gestion et la mise en œuvre d'un projet d'information et de formation sur les droits syndicaux et la réforme du droit du travail, mis en œuvre en partenariat avec le FAT, *Los Mineros*, le Comité *Fronterizo de Obreras* et la *Red de Mujeres Sindicalistas*. Ce projet se déroulant sur quatre ans est financé par Emploi et développement social Canada avec le Fonds humanitaire des Métallos comme agence d'exécution. Il devrait prendre fin en janvier 2026 et a permis jusqu'à maintenant de rejoindre des centaines de milliers de travailleur·euse·s à travers le Mexique dans le cadre d'activités d'information et d'éducation sur les droits tout en renforçant des liens de solidarité entre organisations syndicales mexicaines, canadiennes et québécoises.

HAÏTI

Dans un contexte particulièrement violent et difficile, plusieurs organisations haïtiennes luttent courageusement pour maintenir leurs activités de défense des droits et d'organisation collective des secteurs marginalisés de la population. C'est le cas du partenaire historique du CISO, l'Institut

culturel Karl-Lévêque (ICKL), qui a enfin pu démarrer, à l'automne 2024, un projet d'organisation collective de travailleuses domestiques à Port-au-Prince. Mis en œuvre grâce à des appuis financiers d'Unifor, de la FIQ, des Métallos et du CISO, ce projet s'adressant à une catégorie particulièrement vulnérable de travailleuses, dont plusieurs ont été déplacées par la violence, comprend aussi des volets d'alphabétisation et de formation/information sur les droits.

Les résultats attendus sont les suivants :

- Une association de travailleuses domestiques, regroupant un premier noyau d'au moins 50 de ces travailleuses, est créée et légalement reconnue ;
- Les membres fondatrices de l'association ont acquis les connaissances de base en lecture, en écriture (en créole) et en calcul et sont informées de leurs droits à titre de travailleuses domestiques ;
- L'association est en mesure de faire valoir et de défendre les intérêts de ses membres en matière de conditions de travail ;
- Les membres de l'association fournissent un service professionnel sur la base d'un contrat de travail clairement établi ;
- Les membres de l'association sont accompagné·e·s pour jeter les bases d'un mécanisme d'épargne-crédit solidaire.



Atelier de formation des travailleuses domestiques, Haïti, printemps 2025.

Au cours de l'année 2024-2025, le CISO a également poursuivi son appui (très modeste) à la tenue de l'Université populaire organisée conjointement par l'ICKL, Solidarite Fanm Ayisyen, Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif, Place aux jeunes, Société d'animation et de communication sociale et Institut de technologie et d'animation, cette fois-ci avec également une petite contribution du programme QSF. Son édition 2024 portait sur des thèmes liés à la démocratie participative, soit l'identification des principaux chantiers de travail pour la construction d'un État progressiste et souverain en Haïti et la participation électorale des mouvements sociaux et populaires.

Trois ateliers régionaux (Ouest, grand Nord et grand Sud) ont été organisés avec la participation de 75 représentant·e·s d'organisations de base, mais compte tenu de la situation de sécurité et par manque de ressources, il n'a pas été possible de tenir une rencontre nationale.

Enfin, le soutien des membres de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ-CSQ) a permis de poursuivre un appui à la scolarisation («ekolaj») des élèves d'écoles communautaires, toujours via l'ICKL.

COLOMBIE

En novembre-décembre 2024, le CISO a accompagné et organisé une délégation intersyndicale en Colombie. 11 délégué·e·s syndicaux sont allés à la rencontre d'organisations syndicales, de défense de l'environnement et des territoires, de défense des droits des femmes, des droits humains, des paysans, etc. Les militant·e·s rencontrés nous ont expliqué leurs luttes, les obstacles auxquels ils et elles font face et l'importance de la solidarité internationale. Malgré la présence d'un président de gauche, la droite demeure en contrôle du Congrès, et la menace des groupes paramilitaires au service de grands détenteurs de capitaux et de grandes compagnies, souvent transnationales, continuent d'être bien présentes. Ces délégations sont un moment essentiel de formation de formateur·trice·s sur l'importance de la solidarité internationale qui jouent ensuite le rôle de multiplicateurs auprès de leurs pairs dans les milieux syndicaux.



Source : Délégation intersyndicale en Colombie, novembre-décembre 2024.

Le groupe a été marqué par le courage exemplaire des militant·e·s qui risquent leur vie tous les jours pour défendre un monde plus juste, plus respectueux des droits et de l'environnement, pour défendre notre bien commun à tous·tes. Face à un système

économique qui les expose, tout comme les écosystèmes, à la mort et à la destruction, leur appel à défendre la vie sous toutes ses formes se fait puissant et limpide. Il nous force à remettre en cause en particulier l'extractivisme porté par un capitalisme sauvage qui s'est profilé de plus en plus précisément au fil des rencontres.

Nous souhaitons remercier le PASC pour son expertise essentielle à la co-organisation de cette délégation, tous les groupes rencontrés, et en particulier, Pierre-Yves Serinet et Blandine Juchs, qui ont participé à l'organisation, l'accompagnement et ont traduit les propos de nos interlocuteurs tout au long du stage avec beaucoup de générosité et d'engagement.

À la suite de la délégation, plusieurs participant·e·s ont effectué des présentations au sein de leur syndicat et de leur milieu de travail pour discuter de leur expérience. Ces présentations ont eu pour effet de conscientiser les membres et élu·e·s syndicaux sur l'importance de la solidarité internationale ouvrière, et plus spécifiquement, des luttes communes qui unissent les peuples colombien et québécois. Une soirée de témoignages et d'éducation a également été organisée en juin 2025 afin de présenter le rapport corédigé par l'ensemble du groupe et disponible sur le site du CISO.

- Deux participantes ont présenté devant le conseil général de la CSQ en mars 2025 ;
- Une participante a présenté devant le conseil fédéral de la FNEEQ en juin 2025, devant son syndicat en avril 2025, et devant des étudiant·e·s en mars 2025 ;
- Trois déléguées et la coordonnatrice ont présenté devant le conseil fédéral de la FIQ en mars 2025 ;

- Une participante a présenté devant le conseil régional de son syndicat (SEJAT-CSQ) en janvier 2025.
- Une participante a présenté devant son syndicat local (SERN) en avril 2025, et devant des étudiant·e·s en décembre 2024.
- La délégation a de plus été discutée au conseil québécois de l'AFPC en février 2025 ; lors de deux événements sur le leadership en janvier et mars 2025 ; puis au Comité de justice sociale de l'AFPC au niveau national en juin 2025.

Au total, en date du 31 mars, ce sont près de 1100 personnes qui ont été rejointes grâce à ces activités. Bravo à tous les délégué·e·s pour leur contribution !



Présentation des stagiaires lors du conseil général de la CSQ, mars 2025. Source : Marie-Millie Dessureault et Jennifer Angiboust (CSQ).

PLAIDOYER

Le CISO a aussi comme objectif de participer, en étroite collaboration avec ses partenaires d'ici et d'ailleurs, à une transformation sociale pour le respect des droits des travailleur·euse·s, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et plus démocratique. Cela peut prendre la forme d'une modification des structures et des institutions qui renforcent des rapports de force inégaux ou contribuent aux violations des droits humains des populations avec lesquelles nous travaillons, ici ou à l'étranger. Nous pouvons influencer les gouvernements pour l'adoption ou la modification de politiques ou de lois ou protéger les défenseur·euse·s des territoires ou des droits humains en faisant savoir que leur situation est connue et suivie à l'international. Dans d'autres cas, le CISO appuie des mobilisations sociales ou s'associe à des initiatives collectives visant à pousser les compagnies québécoises et canadiennes à adopter de meilleures pratiques et à respecter les droits humains des communautés affectées et l'environnement.

RENCONTRES ET LETTRES DE PLAIDOYER

Cette année, le CISO a principalement réalisé des démarches de plaidoyer :

- 1) En solidarité avec le peuple palestinien, notamment pour demander la fin du génocide en cours, ainsi que des sanctions envers Israël ;
- 2) Autour de l'adoption d'une loi pour l'imputabilité des compagnies canadiennes à l'étranger en matière de droits humains et d'environnement ;
- 3) En solidarité avec des défenseur·euse·s des territoires en Amérique latine.

Depuis octobre 2023, le CISO a suivi de près la situation en Palestine. Lors de son Assemblée générale annuelle (AGA) d'octobre 2023, ses membres ont adopté une déclaration de solidarité avec le peuple palestinien où il s'est engagé : à faire pression sur le gouvernement canadien pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza et pour la fin de l'exportation d'armes en Israël ; et à continuer à participer aux activités d'éducation populaire sur l'occupation, la colonisation et l'apartheid en Palestine. Cet engagement a été réitéré lors de son AGA du 23 septembre 2024 avec l'adoption d'une résolution d'urgence.

Fort de ces engagements, le CISO a pu réaliser plusieurs activités d'éducation auprès des syndicats membres et d'organisations de solidarité internationale pour expliquer la genèse de l'occupation, la colonisation et l'apartheid en Palestine, ainsi que la situation actuelle, et cela s'est poursuivi en 2024.

Le CISO a appuyé de nombreuses pétitions et prises de position collectives allant dans le sens de ses positions passées d'appui au mouvement de Boycott, désinvestissement et sanction (BDS) ; pour un embargo complet sur les exportations et importations d'armes et de leurs composantes à et d'Israël ; pour la fin du génocide ; pour l'autodétermination du peuple palestinien. Le CISO est membre de la Coalition du Québec URGENCE Palestine en mars 2023 et est ensuite devenu membre de son comité de coordination et appuie donc la réalisation de l'ensemble de ses activités. La Coalition a organisé plusieurs activités d'éducation, de plaidoyer et des mobilisations citoyennes. Elle coordonne la Campagne « Sortons la Caisse des crimes en Palestine » qui demande à la Caisse de dépôt et de placements de mettre fin à ses investissements la rendant complice du génocide, de l'occupation et de la colonisation. Le CISO a notamment participé à une réflexion sur le rôle que pourraient jouer les syndicats au sein des organes décisionnels du Régime de retraite du personnel employé du

gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le second investisseur de la CDPQ. Certaines des activités d'éducation et prises de position du CISO dans les médias sur la Palestine sont listées ci-dessous.

Partout où il intervient, le CISO est confronté aux conséquences toxiques des agissements des compagnies transnationales, dont plusieurs sont canadiennes. Une loi sur la diligence raisonnable permettrait de prévenir et d'agir contre les abus touchant l'ensemble des droits humains et la destruction environnementale dus aux actions des compagnies canadiennes à l'étranger en permettant notamment de les poursuivre dans le cadre du système juridique canadien. Le CISO continue à participer aux actions du Réseau canadien de reddition de compte des entreprises (RCRCE) en ce sens.

Finalement, l'organisation a aussi appuyé diverses mobilisations en faveur de la régularisation des sans-papiers et l'ouverture des permis de travail fermés et de la défense des droits des peuples ou communautés en lutte pour le respect de leur territoire dans divers pays.

Lettres de plaidoyer :

- Le 8 août 2024, le CISO a joint sa voix à celle de syndicats canadiens (CTC, AFPC, SCFP, Métallos, NUPGE, OSSTF, TUAC) pour demander au premier ministre Trudeau de faire pression pour la fin de la répression disproportionnée des manifestations en faveur de la fin des quotas d'embauche dans la fonction publique au Bangladesh. Cette répression avait déjà causé plus de 200 décès, des disparitions et plusieurs blessés ;
- Le 21 octobre 2024, lettre aux gouvernements mexicain, canadien et étatsunien demandant la protection des travailleur·euse·s de la mine Camino Rojo à Zacatecas, Mexique, propriété de la

minière canadienne *Orla Mining*, syndiquée par le syndicat *Los Mineros*. Les organisations signataires demandaient le respect du droit à la vie, à la sécurité, et de la liberté d'expression et d'association de Jaime Alberto Pulido Leon et de ses collègues ;

- Le 11 novembre 2024, appui à la déclaration du collectif Échec à la Guerre sur la campagne du coquelicot blanc contre le militarisme ;
- Le 13 décembre 2024, signature (avec 172 autres organisations) de la lettre de la Coalition du Québec URGENCE Palestine « Ensemble pour Gaza et la Palestine : ISRAËL DOIT ÊTRE ARRÊTÉ ! », appel à la manifestation du 26 janvier 2025 ;
- Le 11 février 2025, lettre demandant au gouvernement colombien et à l'ambassade canadienne de Colombie d'assurer la protection des défenseurs et défenseuses du Comité de défense de l'eau et du *páramo* de Santurban, dont les membres faisaient face à une stigmatisation par les compagnies minières souhaitant exploiter ce territoire, dont la compagnie canadienne *Aris Mining* ;
- Le 25 février 2025, signature d'une lettre collective rédigée par la Ligue des droits et libertés signalant les vives inquiétudes suscitées par le projet de loi 84 sur l'intégration nationale quant aux possibles violations de droits des membres de groupes ethniques et racisés et personnes issues de l'immigration ;
- Le 26 février 2025, lettre de félicitations au syndicat *SINTRAMIENERGÉTICA Segovia*, réunissant des travailleur·euse·s d'*Aris Mining* de cette région de Colombie,

pour la négociation et la signature de leur première convention collective ;

- Le 5 mars 2025, lettre au gouvernement salvadorien demandant instamment la réintégration des leaders syndicaux du SITSBM mis à pied pour leur participation à une manifestation contre l'austérité à El Salvador et pour demander le respect des libertés syndicales et la fin de la répression des mouvements populaires ;
- Le 7 mars 2025, lettre collective pour demander la recherche de Jaime Gallego « Mongo », défenseur du territoire et des droits des mineurs artisanaux de la « *Mesa minera de Segovia y Remedios* », malheureusement retrouvé sans vie quelques jours plus tard.



Source : Délégation intersyndicale en Colombie, novembre-décembre 2024.

COMMUNICATIONS

Le CISO utilise principalement les réseaux sociaux et l'infolettre mensuelle pour communiquer avec ses abonné·e·s ainsi que le grand public. Il diffuse de l'information sur ses projets d'éducation, de solidarité internationale, ses actions de plaidoyer et ses événements. Ainsi, il peut renforcer ses liens avec ses membres ainsi que ses sympathisant·e·s et entretenir un engagement constant du public.

Le CISO a activement participé à deux réunions du Groupe de travail sur les communications de l'AQOCI pendant l'année. Ces rencontres et formations visent à échanger sur les bonnes pratiques et les enjeux liés aux communications.

MÉDIAS SOCIAUX

Facebook est l'un des moyens de communication privilégiés du CISO pour rejoindre les membres, les sympathisant·e·s et le grand public. Le CISO compte 3358 abonné·e·s, soit 123 personnes de plus par rapport à l'année dernière (une augmentation de 3,80 %). Ses publications ont eu une portée directe de 15 681 visionnements pendant cette période. Cela représente une hausse significative de 27,5% par rapport à l'année dernière.

Le compte Instagram du CISO créé en 2023 gagne en popularité. 303 personnes y sont abonnées, une hausse de près de 100 personnes. Nous avons également créé un Linktree afin de regrouper différents contenus (site web, articles, bulletins, pétitions, etc.) sur une seule plateforme, accessible via la bio du profil.

Grâce à un concours, le CISO a remporté un audit de ses réseaux sociaux de la part de l'agence de marketing numérique, KAgency. L'agence a gratuitement offert des outils afin

d'améliorer ses stratégies de communication et son identité visuelle sur les réseaux sociaux.

L'équipe réfléchit constamment à d'autres stratégies pour faire rayonner davantage le CISO.

SITE INTERNET

Pour améliorer l'expérience Web des internautes et se conformer aux standards du Web, le CISO a poursuivi la refonte de son site internet. La nouvelle version a été lancée au printemps 2025. Celle-ci comporte notamment une page d'archives historiques de la revue « Solidarité » (1976-2005) et le bulletin « Panorama international » (1976-1981) ainsi qu'une page sur l'exposition sur les récupérateur·trice·s de déchets. Depuis son lancement, 2370 personnes ont visité le site Web.



Page d'accueil du site Web du CISO, 17 juin 2025.

BULLETINS ÉLECTRONIQUES

Le bulletin Web mensuel est diffusé périodiquement aux membres et aux sympathisant·e·s par courriel et est reçu par 809 personnes. Il s'agit d'un autre moyen pour partager ses nouvelles et celles de ses partenaires. Nous y présentons notamment les projets, les événements, et les actions de plaidoyer du CISO et de ses partenaires. Cette année, le CISO a publié un total de 14 infolettres. La moyenne d'ouverture est demeurée élevée, à 36 %.

PRÉSENCE DU CISO DANS LES MÉDIAS

Plusieurs articles du CISO ont paru dans les journaux de nouvelles alternatives. L'organisation a particulièrement bénéficié d'une grande couverture médiatique à travers sa participation à la Coalition du Québec URGENCE Palestine. Le CISO et ses partenaires ont d'ailleurs été invités à des entrevues sur plusieurs chaînes de radio. Sa collaboration avec des organisations d'ici et d'ailleurs, ainsi que des relations plus étroites avec des journalistes, lui a permis d'élargir la portée de ses campagnes de sensibilisation et de plaidoyer.

Les publications écrites sont les suivantes :

- Carolina Dominguez Restrepo dans Le Journal des Alternatives, « Une activité des JQSI témoigne de l'impact de l'extractivisme au Honduras au Guatemala et au Chiapas », 26 novembre 2024 ;
- Le Journal des Alternatives, Presse-toi à gauche, L'Aut'Journal, et Entre les lignes et les mots (blogue européen), « Le travail invisible du clic : une exploitation systématique à l'échelle mondiale », 21 janvier 2025 ;
- Le journal des Alternatives, « Liban : le système de la kafala augmente la précarité des travailleuses migrantes avec les attaques israéliennes », 20 février 2025 ;
- Sandrine Bahi dans le Journal des Alternatives et Presse-toi à gauche, « ¡Vivas nos queremos! À la rencontre de la féministe colombienne Yolanda Becerra Vega », 23 mars 2025 ;
- Le journal des Alternatives, Presse -toi à gauche « Un pour tous, et tous contre Amazon : la solidarité internationale face à la crise », 2 avril 2025 (aussi diffusée par la CSN).

D'autre part, le CISO a rédigé et cosigné plusieurs **lettres collectives, lettres ouvertes et lettres d'opinion qui ont été publiées dans les médias écrits** :

- Entre les lignes et les mots, Déclaration du CISO, « Haïti au bord du gouffre ! Appel intersyndical et international de solidarité avec le peuple haïtien », 18 avril 2024 ;
- Le Journal des Alternatives, et Presse-toi à gauche, « Déclaration du CISO sur la liberté d'expression en solidarité avec la Palestine », 12 juin 2024 ;
- Résolution d'urgence en appui à la Palestine et au Liban, 30 septembre 2024 ;
- Communiqué de presse de la Ligue des droits et libertés et de la Coalition du Québec URGENCE Palestine, « Génocide colonial en Palestine : le Canada doit respecter ses obligations », 11 novembre 2024 ;
- Mémoire de la Coalition du Québec URGENCE Palestine, « Mémoire : La Caisse de dépôt et placement du Québec complice de violations du droit international en Palestine », 30 novembre 2024 ;
- Colombia informa et Resumen latinoamericano, « Amélie Nguyen : *“Es una gran injusticia que las comunidades deban enfrentarse a la represión de los paramilitares”* », 16 décembre 2024 ;
- Communiqué de presse de la Coalition du Québec URGENCE Palestine « Résultats financiers 2024 de la CDPQ : Pas d'investissements complices des crimes contre le peuple palestinien ! », 26 février 2025 ;

- Lettre par le CISO et Vigilance OGM, « Le Canada viole les droits des peuples autochtones au Mexique », dans La Presse, 17 avril 2025 ;

- Article du CISO « Perspectives militantes sur les droits humains au Québec » paru dans la Revue Droits et libertés, « (Re)construire l'édifice des droits humains – 50 ans de la Charte québécoise », Ligue des droits et libertés, 8 mai 2025.

Enfin, divers articles ont été publiés dans les médias des membres syndicaux :

- Le Monde Ouvrier, « Le CISO collabore à un balado solidaire », printemps-été 2024 ;
- Le Monde Ouvrier, « Un stage intersyndical du CISO en Colombie », mars-avril 2025.

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleur·euse·s d'ici et du Sud global, et luttant pour la justice et le respect des droits. Le travail en coalition est crucial pour agir collectivement afin de réaliser un changement social, en particulier lorsque nous travaillons avec des groupes discriminés ou marginalisés, à titre d'allié afin que leur voix soit entendue. Cette année, le CISO a notamment travaillé avec les réseaux suivants :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Le CISO demeure un membre actif de l'AQOCI. Il participe régulièrement aux activités d'éducation, de formation, de réflexion et de plaidoyer de ce réseau, dont notamment les JQSI et la SDI.



CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)

La Concertation pour Haïti (CPH) coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti en vue de soutenir la promotion des droits humains et des libertés fondamentales, la solidarité internationale et la sensibilisation du public. Le CISO a maintenu sa participation à la CPH depuis plusieurs années. La coordonnatrice y est déléguée.



FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice du CISO siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits humains réalisées par la Ligue des droits et libertés du Québec et par le CISO.



LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Le CISO est membre de la Ligue, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.



RÉSEAU CANADIEN POUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Le CISO est membre du RCRCE. Il s'agit d'un réseau pancanadien dont la mission est de faire en sorte que les compagnies canadiennes respectent les droits humains et l'environnement dans leurs activités à l'étranger, et en particulier les compagnies extractivistes. Il plaide notamment pour l'adoption d'une loi sur la diligence raisonnable des entreprises canadiennes à l'étranger.



COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE

Le CISO est membre de ce Collectif et appuie ses démarches pour éduquer et se mobiliser contre le militarisme, telle la Campagne du coquelicot blanc.



COALITION BDS-QUÉBEC

Depuis l'adoption d'une résolution d'appui à la campagne Boycott, désinvestissement et sanction (BDS) en 2021 lors de son assemblée générale, le CISO est officiellement membre de cette coalition pour la défense des droits des Palestiniennes et Palestiniens et le respect du droit international.



COALITION DU QUÉBEC URGENCE PALESTINE

Le CISO est devenu membre de cette coalition ad hoc temporaire visant à demander des sanctions contre Israël pour mettre fin aux graves violations des droits humains et du droit international perpétrées à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023. Il fait partie de son comité de coordination.



COORDINATION QUÉBÉCOISE DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Le CISO collabore ponctuellement avec la CQMMF, suit ses activités et participe à ses grands événements.



CAMPAGNE QUÉBÉCOISE POUR LA RÉGULARISATION ET LA JUSTICE MIGRANTE

Le CISO appuie cette campagne demandant : la régularisation complète et inclusive des personnes sans papiers ; l'abolition du permis fermé et accès à la résidence permanente pour les travailleuses et travailleurs étrangers temporaires ; et un moratoire sur les déportations.



LES VALORISTES, COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ

Le CISO collabore, depuis le début du projet « Du Mexique au Québec : récupérer pour la planète et le bien commun », à la mission des Valoristes. Nos actions communes visent à

valoriser le rôle et appuyer les luttes des récupérateurs et récupératrices de déchets.



INFRASTRUCTURES

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2024-2025, le CISO a pu compter sur des cotisations de près de 115 000\$ de la part de ses membres organisationnels et individuels à travers le Québec, soit une hausse d'environ 2000\$. Il y a près de 80 membres organisationnels. De plus, plusieurs membres ajoutent à leur cotisation, des dons en appui aux activités du CISO dont notamment pour le 50e anniversaire du CISO qui atteignent près de 15 000\$ en mai 2025. Nous souhaitons remercier très chaleureusement tou-te-s nos membres pour leur appui solidaire, qui demeure essentiel à la réalisation du mandat unique du CISO !

FINANCEMENT DU MRIF

En septembre 2024, le CISO a eu le privilège d'obtenir un financement de 90 000\$ par année sur 4 ans (pour un total de 360 000\$) du programme Québec sans frontières (QSF) du MRIF. Il s'agit d'un financement à la mission pour ses activités d'éducation et de solidarité internationale au Mexique et en Haïti qui s'échelonne jusqu'à mars 2028. Ce financement vise à appuyer la réalisation plus vaste de la mission du CISO et offre une flexibilité et une adaptabilité remarquables. Nous remercions le MRIF et son équipe de sa confiance et de son appui. »

AUTRES FINANCEMENTS

- Deux subventions salariales ont été accordées : la première, d'Emploi-Québec, qui avait débuté en 2024 ; la seconde, du programme Compétences numériques pour les jeunes d'Eco-Canada ;
- Le CISO a bénéficié d'une subvention de 7500\$ de la Fondation Léo-Cormier pour 2024-2025 pour ses activités d'éducation liées au 50e ;
- Il a de plus obtenu un appui du Services aux collectivités de l'UQAM, qui a défrayé le salaire d'une étudiante, Aurélie Donais, pour la numérisation d'une grande partie des archives du CISO.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO. Lièn-Hoa Vertu Tran a été en poste aux communications d'avril à juin 2024. C'est ensuite Maïka Desjardins qui a poursuivi ce mandat à partir de mai 2024, et ce, jusqu'à mars 2025, grâce à un financement du programme Compétences numériques pour les jeunes d'ECO Canada. Valérie Babin a reçu un mandat de recherche à l'éducation en août 2024. En février 2025, Félix Beauchemin a intégré l'équipe à titre de chargé de l'éducation. Sékou Diallo, technicien comptable, a effectué la tenue de livres, avec l'accompagnement de Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, qui a notamment travaillé sur les projets internationaux. Marie Paradis, responsable des activités du volet solidarité et coopération internationale, a assuré la gestion des projets internationaux et un appui général aux activités. Près d'une quarantaine de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action.

COMITÉ ÉDUCATION

Le Comité éducation ne s'est pas réuni, comme les outils d'éducation ont pris un certain temps à être réalisés, mais demeure actif. Il est composé de :

- Dominique Bernier, CSQ
- Virginie Lambert-Bérubé, FIQ (jusqu'à janvier 2025)
- Chantal Ide, CCMM-CSN
- Miriam Zaidi, FTQ
- Amélie Nguyen, CISO
- Félix Beauchemin, CISO (à partir de février 2025)

COMITÉ 50e DU CISO

Ce comité a pour mandat de réfléchir aux actions à mener pour célébrer le 50e anniversaire et de planifier les festivités qui se tiendront en 2025. Il existe un grand comité et un sous-comité contenu. Voici les personnes qui y participent :

- Katia Lelièvre, CSN
- Alfonso Ibarra Ramirez, CCSNO-CSN
- Vincent Leclair, CRFTQMM
- Gilles Grondin, FTQ (jusqu'à mai 2024)
- Djamila Mones, FTQ
- Luc Allaire, CSQ (jusqu'à novembre 2024, puis à titre de retraité)
- Amélie Nguyen, CISO
- Jacques Tricot, CSN
- Marie-Sophie Villeneuve, CSQ
- Stéphane Doucet, Association des travailleurs grecs

ÉCORESPONSABILITÉ

Le CISO tente de faire sa part à son échelle pour réduire son empreinte carbone et son impact environnemental. Il détient une politique d'approvisionnement responsable depuis quelques années déjà. Le plus souvent possible, l'équipe fait ses impressions sur du papier réutilisé. Nous choisissons d'acheter du papier recyclé et produit de manière plus écologique, tout comme nos cartouches d'encre, et nous donnons priorité aux produits issus du commerce équitable.

La programmation actuelle du CISO porte essentiellement sur la valorisation du travail des recycleur·euse·s et met de l'avant des pratiques respectueuses de l'environnement. De même, la bande dessinée sur l'industrie du textile et celle sur les industries électroniques et du numérique (en cours de réalisation) présentent les impacts environnementaux désastreux de ces industries. Force est de constater que lorsque les grandes compagnies cherchent à « maximiser leurs profits », les violations des droits des travailleur·euse·s vont souvent de pair avec un non-respect des écosystèmes, ce que nous tentons d'expliquer dans nos activités d'éducation. La campagne pour une loi sur l'imputabilité des compagnies canadiennes à l'étranger cible les impacts de leur action sur les droits humains, mais aussi la destruction environnementale. L'adoption d'une telle loi pourrait avoir un effet dissuasif sur les compagnies polluantes et contribuer à protéger l'environnement de toutes et tous.

Le CISO a finalement donné son appui à des coalitions et déclarations sur la justice climatique et a participé aux mobilisations sur ce thème.

